

Extrait du site UGTG.org

url :À <http://ugtg.org/spip.php?article1463>

Crise alimentaire : Les grandes pistes pour éviter un " tsunami " alimentaire en Guadeloupe ou ailleurs... Par Paméla

Obertan

Date de parution : 29 novembre 1999

- Repères - Débattre -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juin 2011

Mis À jour le : mercredi 15 juin 2011

UGTG.org

La crise alimentaire menace tout le monde et risque de s'amplifier en raison d'un grand nombre de facteurs (crise économique, crise énergétique, augmentation de la population, changement climatique, diminution des terres arables). L'ère devrait donc être à la préparation et à l'anticipation de ces « méga crises ». Quelles pistes pouvons-nous donc explorer pour se prémunir de ces tsunamis qui menacent nos côtes ?

Cette question nous oblige à nous interroger sur la situation de l'agriculture. En effet, ce secteur longtemps délaissé a été reconsidéré avec l'apparition des crises alimentaires mondiales. Les hommes commencent à se rendre compte que l'agriculture constitue un domaine vital. C'est quand même, le seul secteur qui est capable de prendre en charge l'alimentation de l'humanité ! Effectivement, l'homme ne mange toujours pas de matière plastique, de routes, de maisons... Par conséquent, il est important de se pencher sur l'agriculture afin de trouver des solutions durables. Ainsi, il faudrait plutôt nous poser la question suivante : quel modèle agricole peut-on adopter pour se prémunir des crises alimentaires et autres troubles ?

Si on reprend le rapport de l'OCDE sur les méga chocs, il n'est pas souhaitable de dépendre de façon trop importante d'unités externes. Cela est encore plus vrai si ces fournisseurs et unités se trouvent très loin comme à 8000 km. Un modèle efficace et résilient à ces crises multiples doit permettre une certaine autonomie, favoriser la diversité, la proximité. Il est aussi capital de multiplier les petites unités de production et d'éviter des centralisations.

Lorsque l'on applique ces recommandations dans le monde agricole, la définition qui correspond le mieux aux prescriptions de l'OCDE c'est la souveraineté alimentaire. En effet, ce concept forgé par la Via Campesina, (une organisation paysanne composée de 148 organisations paysannes réparties dans 69 pays) a pour objectif principal de protéger et valoriser une autre forme d'agriculture : une agriculture locale, paysanne, vivrière et respectueuse de la Nature. Afin d'atteindre cet objectif, ce concept défini par des « acteurs du bas » invite les peuples à définir leurs propres politiques agricoles et alimentaires sans aucune contrainte de l'extérieur (pays ou organismes internationaux notamment l'Organisation Mondiale du Commerce). Cela implique par exemple, que les peuples ont le droit de protéger leurs agricultures des importations de produits agricoles à bas prix et subventionné. Au niveau local, la souveraineté alimentaire, suppose d'avoir une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les populations locales ou régionales. La Via campesina à l'origine de ce concept insiste pour que l'agriculture soit respectueuse de l'environnement et qu'elle délivre des aliments sains.

Concrètement, la souveraineté alimentaire implique que les peuples reprennent en main le système alimentaire. Cela signifie qu'ils assurent le contrôle de la production du début jusqu'à la fin. Ainsi, ils doivent être en mesure d'utiliser des semences locales ou du bétail produit localement de A à Z. De même, les terres agricoles doivent pouvoir le rester. Il importe alors de lutter contre leur accaparement ou leur détournement à d'autres fins. L'accent doit être mis sur un accès durable à l'usage et l'usufruit des terres. La souveraineté alimentaire nécessite également de ne plus être dépendants des pesticides, insecticides, semences, OGM et de toutes ces multinationales ou agroalimentaires qui vendent ces produits. Voilà, pourquoi elle encourage la polyculture et une agriculture respectueuse des processus de la nature. Enfin, la souveraineté alimentaire induit également que les paysans puissent vivre de leurs métiers. Ils doivent donc pouvoir écouler leurs productions sur le marché local. Celui-ci doit donc être réorganisé pour rapprocher les consommateurs des agriculteurs et faire naître des liens de solidarité. Ce type d'échange a également pour vertu d'éviter par la même les marges importantes de la grande distribution. La souveraineté alimentaire nécessite donc une agriculture particulière dont les piliers s'appuient sur les paysans et l'agro-écologie.

Les bienfaits de ces deux piliers sont de plus en plus confirmés par de grands organismes internationaux. Par exemple, l'Organisation des Nations pour l'Alimentation et l'Agriculture et de la Banque Mondiale ont commandé une étude publiée en 2008 qui s'intitule « L'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et techniques agricoles pour le développement »¹. Cette étude qui a mobilisé plus de 400 scientifiques dans le monde entier pendant quatre ans affirme que l'agriculture paysanne est aussi productive que l'agriculture industrielle. De plus,

selon les données de ce rapport, cette agriculture peut apporter une valeur ajoutée bien plus grande que l'agriculture industrielle en raison des nombreuses fonctions sociales, culturelles et écologiques qu'elle joue. Par ailleurs, les spécialistes ont noté que l'agriculture paysanne contribue de façon beaucoup plus efficace que l'agriculture industrielle à la lutte contre la faim.

En effet, dans de nombreux pays, le gros de la production vivrière est assuré par les paysans. C'est le cas par exemple de l'Asie où le gros de la production de riz est effectué par quelque 200 millions de petites exploitations de moins de deux hectares. Au Brésil, l'agriculture paysanne emploie 74.4% des emplois en zones rurales et produit plus de la moitié des denrées alimentaires consommées localement alors que cette même agriculture n'occupe que 24.3% des terres exploitées. Ces exemples illustrent bien l'important potentiel de l'agriculture paysanne.

Potentiel qui peut être fortement augmenté si cette agriculture paysanne s'appuie sur l'agro-écologie. L'agro-écologie est un modèle d'agriculture qui lie l'écologie et l'agriculture. Ce mode d'agriculture s'inspire d'une vision tirée de nos ancêtres cultivateurs selon laquelle le paysan doit travailler et évoluer en harmonie avec la Nature. L'objectif étant d'imiter les processus naturels, de créer des interactions, et des synergies biologiques afin d'améliorer les systèmes agricoles. Ce modèle qui a été longtemps marginalisé par l'agriculture conventionnelle est depuis quelques années appuyé par de nombreux experts scientifiques ainsi que par des organisations comme l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il commence à gagner du terrain dans quelques pays qui l'avait marginalisé comme l'Allemagne, le Brésil, la France et même les États-Unis. Olivier de Schutter, le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, nous indique dans un rapport les points positifs de l'agroécologie².

En effet, dans un contexte de crise écologique, énergétique, alimentaire et sociale, l'agroécologie se révèle être l'un des meilleurs alliés pour faire face à ces périples. Par exemple, elle s'avère plus résistante aux changements climatiques. Elle contribue aussi à atténuer le réchauffement de la planète car elle ne dépend pas des énergies fossiles (pétrole et gaz) ce qui évite les émissions de dioxyde de carbone. Elle permet aussi grâce à la diversité des écosystèmes dont elle fait la promotion, de séquestrer le carbone dans la matière organique. De même, dans ce rapport on remarque que ce type d'agriculture a aussi des avantages économiques et sociaux. On note que l'utilisation des insecticides pour le riz a diminué de près de 92% pour les paysans ayant fait le choix de l'agro-écologie. En plus, les rendements sont plus élevés. Il en résulte des économies sur l'achat d'intrants chimiques mais aussi des revenus plus élevés pour les agriculteurs. Tout le monde est gagnant y compris les consommateurs qui bénéficient d'une alimentation plus diversifiée et plus riche en micronutriments. C'est un modèle d'agriculture qui semble avantageux sur tous les plans.

Ainsi, une agriculture à échelle humaine, qui favorise la polyculture, le respect de la nature, l'autonomie aux intrants extérieurs semble être la mieux adaptée pour nous permettre d'affronter les méga crises qui toucheront plus durement les régions et pays fortement dépendants de l'extérieur.

La question reste de savoir et nous en Guadeloupe, où nous situons-nous au niveau de notre agriculture ? Sommes-nous prêts à relever tous ces défis ? La suite dans le prochain article que nous vous invitons à lire et à commenter.

Les grandes pistes pour éviter un » tsunami » alimentaire en guadeloupe ou ailleurs (2). Paméla Obertan